

POURQUOI LA FSU APPELLE AU VOTE NOUVEAU FRONT POPULAIRE



PARCE QUE LE FASCISME VIEN TOUTJOURS AU SECOURS DU LIBÉRALISME

La politique gouvernementale depuis 7 ans de destruction des biens et services publics a favorisé les ultra riches et les grandes entreprises tout en sapant quotidiennement les droits des salariés et des agent.es publics (retraite, loi fonction publique, loi chômage, etc.). Et dans l'histoire, l'extrême droite s'appuie toujours sur les classes populaires pour venir au secours des classes dominantes. Cette politique du « toujours plus pour ceux qui ont déjà » a été totalement désavouée lors du dernier scrutin européen. Et l'extrême-droite qui ne condamne jamais les nantis (soutien inconditionnel Bolloré, etc.) ni ne prône un réel partage des richesses fait diversion en désignant des « profiteurs » (l'étranger, le chômeur, le bénéficiaire des minima sociaux) responsables d'une déliquescence sociétale. Durant cette campagne des législatives, elle le prouve en abandonnant chaque jour un peu plus les mesures sociales de son programme (retraite, pouvoir d'achat, etc.).



PARCE QUE L'EXTRÊME DROITE EST UN POISON LENT POUR L'EXERCICE DES LIBERTÉS INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES

Une fois au pouvoir, partout dans le monde et déjà en France dans les communes qu'ils dirigent, les partis d'extrême-droite s'attaquent aux droits conquis par les salarié.es pour se défendre (droit de manifester, de faire grève, libertés syndicales et d'expression...) et à tout ce qui peut représenter un contre-pouvoir démocratique. Si l'extrême-droite est l'ennemie de tous.tes les salarié.es, elle l'est aussi pour les individus, et spécifiquement pour les personnes racisées (vote sans restriction de la loi immigration voulue par Macron, etc.), les femmes (refus de l'inscription dans la constitution de l'IVG, etc.), les LGBTQI+ (rejet du mariage pour tous, refus de condamner les propos homophobes, etc.).



PARCE QUE L'EXTRÊME DROITE EST AUX PORTES DU POUVOIR

La situation est d'une gravité inédite : la démocratie se retrouve à un point de bascule. L'extrême droite n'est plus qu'à quelques marches du pouvoir où elle pourrait dérouler sa politique raciste, xénophobe, inégalitaire entre les femmes et les hommes et anti-sociale, mettant en péril dès demain le quotidien de bon nombre d'habitants de ce pays.



PARCE QUE NOUS AVONS SU NOUS IMPOSER COMME MODÈLE D'UNITÉ

La défaite de Macron, comme l'unité aussi forcée que rapide sous la forme du Nouveau Front Populaire, est surtout le fruit du mouvement social des retraites et de l'unité syndicale sans faille et exemplaire qui en a découlé. La pression populaire pour une alternative à l'extrême droite au lendemain de la dissolution a poussé les partis progressistes à s'unir dans un Nouveau Front Populaire et à soutenir un socle commun de revendications en faveur du plus grand nombre.



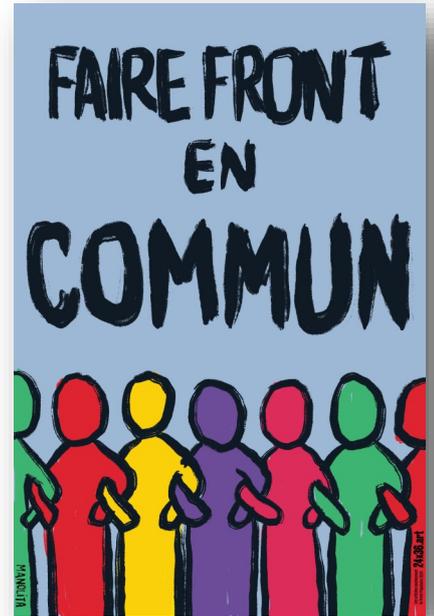
PARCE QUE CHANGER LA VIE N'EST PLUS UNE OPTION MAIS UNE NÉCESSITÉ

Pour battre les idées d'exclusion et de stigmatisation comme seules solutions à l'entre-soi, et pour rompre avec les politiques néolibérales dont elle se nourrit, le Nouveau Front Populaire programme des mesures de rupture et de progrès social concrètes et immédiates (sur les salaires, les retraites, la protection sociale, les services publics, l'éducation, la protection de l'enfance...). Il démontre que de véritables alternatives existent et que leur mise en œuvre, contrairement aux programmes du RN, Reconquête ou autres « dissidents » de LR, s'ancre dans le réel. Aussi, parce que c'est une condition nécessaire pour que demain les revendications des salariés, des privés d'emplois et des retraités soient enfin entendues et qu'elles gagnent, la FSU a pris une décision historique et exceptionnelle en appelant à voter dès le premier tour des prochaines législatives pour une véritable alternative de progrès et de justice sociale.



ET L'INDÉPENDANCE DE LA FSU ALORS ?

Cet appel au vote Nouveau Front Populaire dès le 1^{er} tour, la FSU le fait en toute indépendance vis-à-vis des partis politiques, et avec la gravité liée à un contexte inédit de danger imminent pour les droits et les libertés. Loin du simple appel à un soutien à un parti, elle entend clairement défendre ses valeurs et principes en favorisant l'éclosion de politiques en faveur du plus grand nombre. Elle le fait aussi avec exigence et sans concession pour le futur gouvernement. Face à cette menace de régression sociale sans précédent qui se profile, la FSU ne pouvait se dérober face à ses responsabilités. Elle prend donc toute sa part dans la construction de la mobilisation avec le mouvement syndical et aux côtés de la société civile organisée pour soutenir et populariser ces revendications de justice sociale, qui si elles gagnent dans les urnes, s'imposeront dans les luttes dès demain.





QUELQUES VOTES DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

- contre l'augmentation du SMIC à 1.500€,
- contre le rétablissement de l'impôt sur la fortune, - contre la taxe sur les superprofits,
- contre l'indexation des salaires sur l'inflation,
- contre le blocage des prix de première nécessité,
- contre la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes
- Avec la « préférence nationale », exclusion de l'accès aux droits des étrangers résidant légalement en France, qui y travaillent, y payent des impôts et des cotisations sociales. L'objectif est de précariser massivement des salarié.es ou interdire tout séjour régulier donc fabriquer des sans-papiers en permettant au patronat d'avoir une main d'œuvre obligée d'accepter des bas salaires comme des conditions de travail indécentes (restauration, bâtiment...). **Discriminer à l'emploi les binationaux.**
- Dans son programme des législatives, report de la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, maintien de la retraite à 64 ans, etc.
- Au niveau européen, vote contre ou abstention lors du vote sur l'inscription du droit à l'avortement comme droit fondamental, et opposition à la prise en charge intégrale des soins liés au cancer du sein et au vote d'un budget pour la prise en charge des victimes de violence.
- En 2020, vote contre une résolution rappelant l'écart de salaire entre les femmes et les hommes.
- En 2024, vote contre la mise en place de normes pour promouvoir l'égalité des chances entre les femmes et les hommes...



QUELQUES MESURES DU PROGRAMME NFP

- Augmenter les salaires par le passage du SMIC à 1600€ net, par la hausse de 10% du point d'indice des fonctionnaires (intégralement compensée pour les collectivités territoriales), augmenter les indemnités des stagiaires, le salaire des apprentis et des alternants
- Indexation des salaires sur l'inflation
- Un service public de la petite enfance ouvrant 500 000 places en crèches ou autre solution de garde,
- Adopter une loi intégrale pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles en portant le budget à 2,6 milliards d'euros comme demandé par les associations
- Instaurer l'égalité salariale et créer un congé menstruel dans les entreprises et administrations
- les 32 heures hebdomadaires pour les « métiers pénibles ou de nuit »
- Mettre en œuvre un plan d'éradication des violences à l'encontre des personnes LGBTQI
- Interdire le placement des mineurs à l'hôtel dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance, et interdire les sorties sèches à 18 ans
- Lancer le rattrapage des postes manquants de fonctionnaires à l'hôpital public, dans le soin et le médico-social, à l'école publique, dans la justice, dans les services et les agences de l'État, en revalorisant les métiers et les salaires...



QUELQUES REVENDI- CATIONS DE LA FSU TERRITORIALE 34

- Une refonte générale des grilles indiciaires pour davantage de cohérence et donc de reconnaissance
- 50 points d'indice pour toutes et tous
- Hausse de 10% de la valeur du point d'indice
- Indexer la valeur du point d'indice sur l'inflation
- Le minimum Fonction publique (SMIC) à 1800€ net
- Un plan ambitieux et financé contre les violences sexistes et sexuelles,
- Une réelle mise en œuvre de l'égalité professionnelle femmes/hommes
- Amplifier la lutte contre les LGBTQIphobies
- Les 32 heures hebdomadaires pour tout.les.
- La création d'un congé menstruel
- Stopper les placements des mineurs en hôtel
- L'abrogation de la Loi Immigration qui discrimine la prise en charge des mineurs en danger
- La retraite « pleine et entière » à 60 ans pour tout.les.
- L'Abrogation de la loi de Transformation de la Fonction Publique de 2019 instaurant notamment les 1607 heures, les possibilités d'externalisation des services et des agent.es et créant un système de promotion à l'écart des représentants du personnel (LDG)
- Le 100% sécu pour tout.es...



La FSU Territoriale de l'Hérault appelle au vote l'ensemble des agent.es territoriaux de l'Hérault pour soutenir le Nouveau Front Populaire !

**NE NOUS CONTENTONS PAS DE VOTER CONTRE L'EXTRÊME DROITE,
VOTONS POUR UNE ALTERNATIVE CRÉDIBLE ET
PESONS SYNDICALEMENT POUR QUE CES
PROMESSES SOIENT TENUES !**

